



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer
Service Eau et Nature
Unité Nature**

Bordeaux, le 28 octobre 2024

Affaire suivie par Sophie EYHERABIDE
Chargée de mission Eau, Nature et Terri-
toires
Tél : 05.47.30.51.62
Mél : sophie.eyherabide@gironde.gouv.fr

SUPEM
Unité PRAC

À l'attention de M. Christian PONNOU-DELAFFON

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Sauveterre de Guyenne, nous souhaitons porter à votre connaissance les éléments suivants dans le domaine de l'eau et de la nature.

Les règles du SRADDET Nouvelle-Aquitaine, approuvé en mars 2020, s'imposent dans un rapport de compatibilité au PLU de la commune de Sauveterre de Guyenne. Le SCoT du Sud Gironde, approuvé le 18 février 2020, n'intègre en effet pas les dispositions du SRADDET.

Selon l'article L.101-2 6° du code de l'urbanisme, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme doit assurer « la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ».

1/ EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

La Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 s'inscrit dans la démarche d'un renforcement de la politique de l'environnement, tant au niveau communautaire (directives ERU, DCE...), que national. Elle a notamment pour objectif d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire, et d'en établir une gestion équilibrée. La loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques la complète.

La réglementation sur l'eau est retranscrite dans le Code de l'Environnement Livre II – Titre 1er (parties législative et réglementaire.)

Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spé-

cifique, l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau et l'implication plus grande de l'État et des collectivités territoriales dans la gestion de l'eau.

1.1 – Compatibilité des documents d'urbanisme au SDAGE et aux SAGE

La Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a créé deux outils de planification dans le domaine de l'eau :

- Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixent, par grand bassin hydrographique, les orientations d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Ils sont élaborés par le comité de bassin.
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) qui peuvent être élaborés à l'échelle d'un sous-bassin versant ou d'un groupement de sous-bassins par une commission locale de l'eau dont la composition est arrêtée par le préfet. Ils fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine, des écosystèmes aquatiques, ainsi que des objectifs de préservation des zones humides. Ils doivent être compatibles avec le SDAGE.

Le PLU de la commune de Sauveterre de Guyenne doit établir et justifier sa compatibilité avec le SDAGE Adour Garonne et les SAGE :

- SDAGE - PDM Adour-Garonne, approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de Bassin Adour-Garonne du 10 mars 2022 (JO du 03/04/2022), pour la période 2022-2027.

Site informations SDAGE : <http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/un-cadre-le-sdage.html>

- SAGE

➤ **le SAGE « Nappes profondes de la Gironde »**, approuvé par arrêté préfectoral le 18 juin 2013,

➤ **le SAGE « Dordogne Atlantique »**, en cours d'élaboration,

➤ **le SAGE « Dropt »**, approuvé par arrêté interpréfectoral le 28 décembre 2022.

Conformément aux articles L.212- 5-2 du Code de l'environnement et L.131-1 du Code de l'urbanisme, « lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article [L. 214-2](#). Les décisions applicables dans le périmètre défini par le schéma, prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives, doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et les délais qu'il précise. »

Il convient de noter le SAGE « **Dordogne Atlantique** » est en cours d'élaboration. Si ce SAGE n'est pas approuvé avant la mise en place effective du PLU, **celui-ci devra être rendu compatible dans un délai de 3 ans.**

Actuellement, le SAGE « Dropt » impose notamment :

- De réserver les nappes captives, identifiées comme masse d'eau déficitaires, à l'alimentation en eau potable ;
- De réduire le phénomène d'érosion et son impact sur les milieux aquatiques ;
- De protéger les zones humides.

Site d'information sur les SAGE : *GEST'EAU*: <https://www.gesteau.fr/sage>

1.2 – Gestion de l'Eau Potable

Le service d'alimentation en eau potable de la commune est de la compétence des syndicats suivants, auxquels la commune est adhérente.

Dans le cadre de nouveaux aménagements, il conviendra de vérifier que la ressource disponible pour la commune est suffisante pour les extensions prévues.

- Le Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement de Rauzan :

L'arrêté Arrêté n°SEN 2022/08/05-146 portant création de l'autorisation globale de prélèvements par Unité de Gestion du SAGE Nappes Profondes fixe les volumes de prélèvements autorisés et les prescriptions spécifiques à respecter par le syndicat.

Commune du captage	Nom du captage	Identifiant BSS (Indice BSS)	Unité de Gestion	m³/h	m³/j	m³/an
SAINT JEAN DE BAINAC	CUGNET	BSS001YNUH (Ancien BSS : 08047X0042)	EOCENE – CENTRE	180	3600	700 000
SAINT PEY DE CASTETS	VIDUC	BSS001ZPHU (Ancien BSS : 08284X0011)	EOCENE – CENTRE	120	2500	912 500
TOTAL des volumes annuels autorisés toutes Unités de Gestion confondues						1 070 000

- SIVOM d'A.E.P et d'Assainissement de SAINT-BRICE :

L'arrêté Arrêté n°SEN 2022/08/05-151 portant création de l'autorisation globale de prélèvements par Unité de Gestion du SAGE Nappes Profondes fixe les volumes de prélèvements autorisés et les prescriptions spécifiques à respecter par le syndicat.

Nom du captage	Identifiant BSS (Indice BSS)	Unité de Gestion	m³/h	m³/j	m³/an
FONTET (SAINT – FELIX – DE – FONCAUDE)	BSS001ZPMH (Ancien BSS : 08287X0015)	EOCENE CENTRE	100	2 400	600 000
Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion EOCENE CENTRE					400 000
SOUCES DE FONTET (SAINT – FELIX – DE – FONCAUDE)	BSS001ZPMG (Ancien BSS : 08287X0014)	OLIGOCENE CENTRE	70	1 400	220 000
Sous-total : Volume annuel autorisé pour l'Unité de gestion OLIGOCENE CENTRE					240 000
TOTAL des volumes annuels autorisés toutes Unités de Gestion confondues					640 000

- SIVOM de l'Entre-Deux-Mers :

L'arrêté Arrêté n°SEN 2022/08/05-121 portant création de l'autorisation globale de prélèvements par Unité de Gestion du SAGE Nappes Profondes fixe les volumes de prélèvements autorisés et les prescriptions spécifiques à respecter par le syndicat.

Commune du captage	Nom du captage	Identifiant BSS (Indice BSS)	Unité de Gestion	m³/h	m³/j	m³/an
LANDERROUET – SUR – SEGUR	RIVALS 2	BSS001ZPNB (Ancien BSS : 08288X0009)	EOCENE CENTRE	100	3000	250 000
MONSEGUR	LA BUCHE	BSS001ZPRC (Ancien BSS : 08296X0001)	EOCENE CENTRE	60	1200	420 000
	MONLOT	BSS001ZPQF (Ancien BSS : 08295X0001)	EOCENE CENTRE	45	412	150 380
TOTAL des volumes annuels autorisés toutes Unités de Gestion confondues						630 000

La ressource est classée en unité de gestion EOCENE CENTRE, évaluée comme déficitaire et en unité de gestion OLIGOCENE CENTRE, présentée comme à l'équilibre.

Par conséquent, des actions visant à l'optimisation des usages et à la préservation de la ressource en eau doivent être envisagées, notamment :

- la réduction des pertes dans les réseaux de distribution ;
- l'optimisation des usages collectifs ;
- l'optimisation des usages domestiques, qui représentent la plus grosse consommation d'eau potable.

Cela nécessite :

- de rechercher une réduction des prélèvements : vérifier en premier lieu si les prélèvements actuels sont conformes aux volumes autorisés, indiquer les mesures de réduction des prélèvements envisagées et vérifier si la quote-part disponible pour la commune est suffisante pour les extensions prévues (ressource mutualisée avec les autres communes du Syndicat) ;
- d'obtenir, par des travaux significatifs, l'amélioration du rendement des réseaux (suite à une étude de diagnostic et de sectorisation) ;
- de mettre en œuvre et promouvoir une politique hydro-économe auprès des usagers et des aménageurs.

Il est important d'associer le plus à l'amont possible le Syndicat Mixte d'Etudes et de Gestion de la Ressource en Eau du Département de la Gironde (SMEGREG), opérateur technique de la C.L.E. du SAGE Nappes profondes de la Gironde.

Liens utiles :

Observatoire National des services de l'Eau et de l'Assainissement :
<http://www.services.eaufrance.fr>

SAGE Nappes profondes – SMEGREG : <http://smegreg.fr/>

Les informations utiles sur la consommation et les rendements du réseau, les capacités résiduelles de la ressource, les conclusions de l'étude de diagnostic de réseau sont à expliciter dans le futur PLU de la commune.

Les périmètres de protection pour le forage et les précisions sur la qualité de l'eau sont à obtenir auprès des services de l'ARS 33.

1.3 – Assainissement Eaux Usées

La compétence de l'assainissement collectif est assurée par la commune de Sauveterre de Guyenne.

La commune de Sauveterre de Guyenne doit être couverte par un zonage d'assainissement ([article L2224-10- 1° et 2° du Code général des collectivités territoriales](#)) et un schéma d'assainissement collectif ([L2224-8-I du CGCT](#)). Il importe d'actualiser ces documents au besoin, et de les joindre en pièce annexe au projet de PLU ([article R151-53 du Code de l'urbanisme – 8°](#)).

La commune dispose de deux stations d'épuration :

- SAUVETERRE DE GUYENNE :

Arrêté préfectoral n°SEN/2024/01/22-008 du 20 janvier 2024 encadrant le système d'assainissement de Sauveterre de Guyenne.

Code SANDRE : 0533506V002

Capacité : 3 200 EH

Traitement : Boue activée aération prolongée

Conformité : conforme en équipement et en performance

- ROUSSILLON - 30 EH (SANDRE 0533506V003) :

Arrêté n°SEN/2016/11/16-139 du 16 novembre 2016 portant prescriptions spécifiques pour le village de Roussillon.

Code SANDRE : 0533506V003

Capacité : 30 EH

Traitement : Filtres plantés de roseaux

Conformité : conforme en équipement et en performance

La compétence de l'assainissement non collectif (SPANC) est assurée par le SIVOM d'A.E.P et d'Assainissement de SAINT-BRICE.

Pour les dispositifs d'assainissement non collectif existants sur la commune, il conviendra de préciser si les contrôles de conformité réglementaires ont été réalisés (compétence du SPANC), d'indiquer le bilan chiffré des non-conformités, et d'exposer les suites envisagées, ou qui ont été données, pour réaliser les réhabilitations et les mises en conformité nécessaires.

1.4 – Assainissement Eaux Pluviales

Il convient de s'assurer de l'existence d'un schéma d'assainissement pluvial. Les éléments de ce document devront être intégrés au PLU.

1.5 – Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Les masses d'eau superficielles identifiées sur le territoire du PLU sont les suivantes :

- Masses d'eau Rivière

FRFR634	La Vignague
FRFRR553_2	Ruisseau de Gourmeron
FRFRR61A_10	Le Ségur
FRFRR634_1	Ruisseau de la Fontasse
FRFRT32_3	La Gamage

La commune est concernée par le zonage de répartition des eaux (ZRE : arrêté du 28 février 2005).

lien utile : <http://adour-garonne.eaufrance.fr/>

1.6 – Servitude A4 « Cours d'eau non domaniaux »

La servitude d'utilité publique A4 relative aux passages sur les terrains riverains des cours d'eau a été modifiée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques. Ainsi, les règlements d'urbanisme doivent impérativement faire état de la distance à respecter pour l'implantation de tout immeuble à proximité d'un cours d'eau. Cette obligation existe depuis le 3 février 1995.

En toute zone, l'implantation des constructions doit permettre l'application de l'article L.215-18 du Code de l'environnement. **Une largeur minimale de 6 mètres doit être exempte d'obstacle le long des cours d'eau non domaniaux. Cette distance est mesurée par rapport à la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et plantations existants.**

1.7 – Préservation des zones humides

L'article L.211-1-1 du Code de l'environnement a qualifié la préservation et la gestion durable des zones humides d'intérêt général. Cette obligation impose en particulier la traduction de cet intérêt général dans le PLU de la commune, dans le cadre de son rapport de compatibilité avec le SDAGE.

Les SAGE présentent pour la plupart une cartographie des Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier, et parfois, une enveloppe des Zones Humides potentielles présentes sur le territoire.

Cette cartographie n'est cependant pas suffisante pour délimiter les zones humides, au sens de l'article L.214-7-1 du Code de l'environnement, et **ne dispense pas des reconnaissances de terrain complémentaires, notamment là où sont envisagées des extensions de l'urbanisation, afin d'éviter de porter atteinte à des zones humides existantes localement.**

Pour être compatible avec le SDAGE et les SAGE, le document d'urbanisme devra présenter le résultat des investigations réalisées et les mesures d'évitement le cas échéant.

Les critères de définition des zones humides des articles L.211-1 et L.211-3 sont précisés par les articles R.211-108 et R.211-109 du Code de l'environnement. La loi portant création de l'Office Français de la Biodiversité, parue au Journal Officiel en date du 26 juillet 2019, vient modifier, dans son article 23, la caractérisation des zones humides (article L.211-1 du CE) restaurant ainsi le caractère alternatif des critères pédologiques et floristiques. Ainsi, si un critère ne peut à lui seul caractériser la zone humide, l'autre critère doit être utilisé pour la délimiter.

- Le règlement du SAGE « Dropt », présente 1 règle relative aux zones humides, qui interdit l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation et les remblais d'une zone humide avérée.

2/ NATURE ET BIODIVERSITÉ :

Conformément à l'article R122-20 du Code de l'environnement, le projet doit fournir une évaluation environnementale, sous-tendue par la séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC).

L'analyse doit être menée dans la philosophie de cette séquence ERC et le rapport doit permettre de restituer la manière dont le processus a été déployé.

Dans le cas des documents d'urbanisme, seuls les volets « éviter et réduire » sont à prendre en compte, la compensation ne s'appliquant qu'aux projets opérationnels.

L'analyse environnementale, dans son état initial, comprendra ainsi :

- une mise en évidence des enjeux du territoire, une hiérarchisation des zones les plus vulnérables du territoire ;
- des approfondissements en fonction des thématiques, et en particulier sur les zones urbanisables (avec des inventaires aux périodes favorables).

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme. Ce rapport présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Il expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, le projet a été retenu. Il définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du plan ou du programme sur l'environnement afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

L'ensemble du document devra démontrer que la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » a bien été respectée, et que les options les moins dommageables au milieu naturel ont été retenues. Différentes hypothèses peuvent être présentées, avec leurs avantages et leurs inconvénients, et la justification du choix de l'hypothèse la moins impactante pour l'environnement.

Bien qu'une analyse faune-flore exhaustive sur l'ensemble du territoire ne soit pas requise, il revient à la commune en charge de l'élaboration du document de planification de réaliser les inventaires nécessaires à la mise en œuvre stricte de la procédure « Éviter, Réduire, Compenser ». Les dates de visites de terrain doivent être choisies rigoureusement en fonction des espèces pressenties.

Les résultats des inventaires devront être joints au projet de PLU, accompagnés d'un calendrier précisant les groupes visés par les sorties, les dates auxquelles ils auront été réalisés, le protocole utilisé et les conditions lors des passages (diurne/nocturne, météo). Comme indiqué au paragraphe 2.7, les données brutes de biodiversité devront être versées à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

L'évaluation environnementale comportera une évaluation d'incidence Natura 2000 (cf. §2.2).

2.1 – Zonages d'inventaires

Le territoire communal ne comprend aucun zonage d'inventaire.

2.2 – Zonages réglementaires

Le territoire communal comprend :

- un site Natura 2000

FR72000692 Réseau hydrographique du Dropt

- une réserve de biosphère « Bassin de la Dordogne » (Zone de transition)
- un réservoir biologique du SDAGE Adour Garonne 2022 - 2027

Site utile : <https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/gironde-33-sites-et-fiches-par-communes-a10866.html>

<http://geoportail.biodiversite-nouvelle-aquitaine.fr/visualiseur/>

2.3 – Natura 2000

Le PLU de Sauveterre de Guyenne est soumis à l'évaluation des incidences au titre de l'article R.414-19 du Code de l'environnement. L'évaluation des incidences Natura 2000 est une partie de l'évaluation environnementale, conformément aux articles L. 122-4 du Code de l'environnement et L. 121-10 du Code de l'urbanisme.

Le contenu de cette évaluation des incidences Natura 2000 est explicité à l'article R.414-23 du Code de l'environnement. Le dossier comprend dans tous les cas :

- une présentation simplifiée du document de planification, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets. Lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;
- un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la

nature et de l'importance du document de planification, de sa localisation dans un ou plusieurs sites Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, et des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.

S'il résulte de l'analyse mentionnée que le PLU peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant la durée de sa validité, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

Une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de Natura 2000, se situent sur le territoire communal :

- Directive Habitat (ZSC) :

FR72000692 Réseau hydrographique du Dropt

Le document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000 devra être pris en considération dans les orientations du PLU. **L'animatrice du site Natura 2000 concerné pourra utilement renseigner le maître d'ouvrage sur les enjeux.**

Lien utile : <https://www.gironde.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Natura-2000-et-biodiversite/Contacts-animateurs-sites-utiles>

<https://inpn.mnhn.fr/accueil/index>

2.5 – Trame Verte, Trame Bleue, et SRADDET

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires d'Aquitaine (SRADDET) a été approuvé le 27 mars 2020. Il fixe des objectifs de moyen et long termes d'aménagement du territoire et énonce des règles générales qui s'appliquent aux documents d'urbanisme.

Le SRADDET doit être pris en compte dans les documents de planification et les projets d'aménagement et d'urbanisme au niveau intercommunal ou communal.

Concernant la trame verte et bleue, la compatibilité avec les règles 33 à 36 du SRADDET devra être démontrée et argumentée. De plus, cette trame devra répondre aux exigences des articles L.371-1 à L.371-6 du code de l'environnement.

Les documents doivent identifier précisément les espaces et les éléments du paysage contribuant à la trame verte et bleue et à sa fonctionnalité écologique et déterminer des prescrip-

tions/recommandations pour la préservation ou la remise en état des continuités écologiques.

Ainsi, à l'échelle des documents d'urbanisme, il s'agit à la fois d'intégrer les enjeux régionaux identifiés dans le SRADDET en les adaptant au contexte local mais aussi de s'intéresser aux enjeux de continuités écologiques propres au territoire de la collectivité.

Le SCoT SUD Gironde intègre également des prescriptions relatives à la protection des éléments des trames verte et bleue ainsi qu'aux coupures d'urbanisation. Le PLU devra s'assurer de sa compatibilité avec ces prescriptions.

Les éléments fournis dans les documents des SAGE pourront avantageusement être valorisés aux mêmes fins.

Pour les trames vertes et bleues, le PLU devra donc spécifiquement expliciter sa compatibilité avec ces prescriptions et traduire la protection des composantes de cette trame dans son règlement.

Lien utile : <https://participez.nouvelle-aquitaine.fr/processes/SRADDET/f/182/>

2.6 – Lutte contre l'engrillagement des espaces naturels

La loi n°2023-54 du 2 février 2023 a modifié le code de l'environnement pour renforcer le maintien des continuités écologiques. Aussi, les clôtures implantées dans les zones naturelles ou forestières délimitées par le règlement du plan local d'urbanisme ou, à défaut d'un tel règlement, dans les espaces naturels doivent permettre en tout temps la libre circulation des animaux sauvages.

2.7 – Zéro artificialisation nette

La loi Climat et résilience n° 2021-1104 fixe un objectif de «zéro artificialisation nette» (ZAN) en 2050. Cet objectif doit se traduire dans les documents d'urbanisme par une réduction progressive des surfaces artificialisées d'ici 2027.

2.8 – Espèces protégées

Des espèces protégées sont référencées sur la commune, **le PLU devra en tenir compte dans ses propositions d'aménagement et dans son règlement.**

Les informations à produire doivent permettre de déterminer si le projet est susceptible de porter atteinte aux espèces relevant de l'article L.411-1 du Code de l'environnement interdisant la destruction, l'altération, la dégradation des espèces protégées et de leurs habitats.

Compte-tenu des interdictions relatives à la destruction des espèces protégées, **la conception du document doit privilégier la recherche de mesures destinées à supprimer, puis réduire les atteintes aux espèces protégées.**

La mise en œuvre de la séquence ERC sur ce point devra apparaître dans l'évaluation environnementale, depuis le choix de la localisation des zones prévues à l'ouverture à l'urbanisation

et des emplacements réservés, jusqu'à plus localement la conception des OAP.

Le rapport des inventaires réalisés devra être joint aux documents du PLU. Il mentionnera les méthodes utilisées, les groupes recherchés, les dates de passage et leur fréquence, ainsi que les résultats obtenus.

Une cartographie des habitats d'espèces protégées sera produite sur chaque OAP.

Des données sont disponibles sur le site Observatoire FAUNA – Système d'Information sur la Nature et les Paysages (<https://observatoire-fauna.fr>) et sur l'observatoire de l'Observatoire de la Biodiversité Végétale (OBV) de Nouvelle-Aquitaine (<https://obv-na.fr>).

Des informations sont également disponibles sur le site de l'INPN (<http://inpn.mnhn.fr>), sur la plateforme d'information géographique des services de l'État ([SIGENA](#)).

2.8 – Espèces exotiques envahissantes

Le contrôle et la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales sont codifiés aux articles L.411-4 à L.411-10 du Code de l'environnement.

Les règlements du parlement européen et du conseil du 22 octobre 2014 (n°1143/2014) relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et celui du 26 octobre 2016 (n° 2016/2031) relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux s'appliquent directement à l'ensemble des pays membres de l'Union européenne.

Deux arrêtés viennent compléter cette réglementation : l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain et l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain. Ils listent notamment les espèces interdites à l'introduction et à la plantation.

De plus, un plan d'action 2022 – 2030 pour prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes est lancé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

La liste hiérarchisée des plantes exotiques envahissantes d'Aquitaine établie par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique (CBNSA) et validée par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) de Nouvelle-Aquitaine devra également être prise en compte.

Cette liste a été mise à jour à travers l'arrêté du 2 mars 2023 portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain.

De plus, le document pourrait également utilement faire mention au « guide sur la végétalisation à vocation écologique et paysagère en Nouvelle Aquitaine », établi par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique (CBNSA) en 2018 pour les essences susceptibles d'être mises en place.

Ces documents sont disponibles sur le site : <https://obv-na.fr/>

2.10 – Lutte contre les pollutions lumineuses

L'article 41 de la loi Grenelle 1 a rendu nécessaire d'intégrer les impacts des émissions de lumière artificielle sur l'environnement. Celui-ci dispose que « les émissions de lumières artificielles de nature à présenter des dangers ou causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne, feront l'objet de mesures de prévention, de suppression ou de limitation. »

L'article 189 de la loi de Transition énergétique pour une croissance verte imposait que les nouvelles installations d'éclairage public sous maîtrise d'ouvrage de l'État et de ses établissements publics et des collectivités territoriales fassent preuve d'exemplarité énergétique et environnementale.

De plus, il est inscrit dans la loi Biodiversité que les paysages nocturnes font partie du patrimoine de la nation (L.110-1 du Code de l'environnement) et qu'il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement, y compris nocturne (L.110-2 du Code de l'environnement).

La prévention des nuisances lumineuses est inscrite aux articles L.583-1 à L.583-5 du Code de l'environnement.

Enfin, l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses s'impose pour la conception et le fonctionnement des installations d'éclairage, notamment en extérieur sur l'espace public et privé.

Le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation devront tenir compte de ces textes.

2.11 – Dispositif de dépôt légal des données brutes de biodiversité

Il convient de noter que les données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre de l'élaboration des projets d'aménagement soumis à l'approbation de l'autorité administrative doivent faire l'objet d'un dépôt légal.

Cette obligation de dépôt est en vigueur depuis le 1er juin 2018 et a été révisé par la loi Climat et résilience et le décret du 27 juin 2022 (codifié à l'article D.411-21-1 du CE).

Elle s'effectue sur un service de téléversement unique au niveau national accessible via la plateforme <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> dédié à la consultation et au dépôt d'études d'impact.

Le récépissé de versement des données relatives à la biodiversité dans l'Inventaire National du Patrimoine Naturel doit être présent dans le PLU (articles L.411-1-A et D.411-21-1 du Code de l'environnement).

Il est par ailleurs rappelé que les données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable doivent être versées avant le début de la procédure de participation du public.

Le responsable de la cellule
Territoires et Biodiversité



Antoine COSSAIS